

Publications périodiques

Comptes annuels

LOISIRS FINANCE

Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital : 10.000.000 euros
Siège social : 143 rue Anatole France 92300 Levallois Perret
410 909 592 RCS Nanterre

États financiers au 31 décembre 2017.

I. — Compte de résultat de l'exercice 2017

(En milliers d'Euros)

En milliers d'Euros au 31 décembre	Notes	2017	2016
Intérêts et produits assimilés	2. A	19 016	19 426
Intérêts et charges assimilées	2. A	-9 931	-10 893
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	2. B	3 333	4 295
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	2. B	-3 143	-4 107
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	2. C	528	653
Commissions (charges)	2. C	-4	-7
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	2. D	4 641	4 107
Autres charges d'exploitation bancaire	2. D	-4 818	-3 504
Produit net bancaire		9 622	9 970
Frais de personnel			
Charges générales d'exploitation	2. E	-805	-743
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Résultat brut d'exploitation		8 817	9 227
Coût du risque	2. F	-2 500	-4 615
Résultat d'exploitation		6 317	4 612
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Dotations nettes aux provisions réglementées			
Résultat courant avant impôt		6 317	4 612
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	2. G	-1 468	-1 591
Résultat net		4 849	3 021

II. — Bilan au 31 décembre 2017

Actif	Notes	2017	2016
Caisse, Banques centrales et CCP			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3. A	140 634	266 865
Opérations avec la clientèle	3. B	664 324	579 270
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme	3. C	4	4
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat	3. D	6 852	6 276
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Actions propres			
Autres actifs	3. E	2 804	4 310
Comptes de régularisation	3. F	672	581
Total actif		815 290	857 306
Dettes			
Banques centrales et CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	3. A	761 770	805 920
Opérations avec la clientèle	3. B	2 963	1 791

Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	3. E	6 777	6 627
Comptes de régularisation	3. F	988	1 024
Provisions			
Dettes subordonnées	3. G		4 001
Total dettes		772 498	819 363
Capitaux propres	5. A		
Capital souscrit		10 000	10 000
Prime d'émission			
Réserves		1 000	1 000
Report à nouveau		26 943	23 922
Acompte sur dividendes			
Résultat de l'exercice		4 849	3 021
Total capitaux propres		42 792	37 943
Total passif		815 290	857 306

Hors-bilan	Notes	2017	2016
Engagement donnés			
Engagement de financement	4. A	81 147	52 326
Engagement de garantie			
Engagement reçus			
Engagement de financement	4. A	17 580	
Engagement de garantie	4. B	115	115

1. – Résumé des principes comptables appliqués

Les comptes sociaux de Loisirs Finance sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux sociétés de financement tels que figurant dans le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

1. A – Évaluation et présentation des comptes. — Loisirs Finance exerce son activité à travers une société en participation dont elle est gérante. Les crédits en cours figurent au bilan ainsi que le refinancement correspondant, mais les principales charges et produits liés à cette activité sont logés dans la société en participation, notamment :

- Les produits perçus sur la clientèle,
- Le coût du refinancement,
- La charge du risque qui comprend les dotations aux dépréciations sur créances douteuses, les pertes enregistrées nettes des reprises de dépréciations, les récupérations sur créances amorties et des retenues vendeurs.

1. B – Opérations avec la clientèle. — les montants des créances sur la clientèle incluent les encours douteux nets des dépréciations. Il est distingué les différentes catégories d'encours suivantes :

- Les **encours sains** qui se composent des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.
- Les **encours restructurés** qui constituent une sous catégorie des encours sains et qui se composent des créances ayant fait l'objet d'une renégociation liée à la situation financière du débiteur.
- Les **encours douteux** qui se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits ayant un impayé de plus de trois mois ou qui sont en attente d'un plan de rééchelonnement. La classification en douteux d'une créance entraîne par contagion le déclassement dans cette catégorie de l'ensemble des encours relatif au débiteur.
- Les **encours douteux compromis** se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits déclassés en douteux depuis plus d'un an, des créances contentieuses, des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé, ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement ou d'une restructuration notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

Des dépréciations sur base individuelle et collective sont constituées sur les crédits dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée au niveau individuel ou au niveau d'un portefeuille.

Constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés, la connaissance ou l'observation de toutes autres difficultés financières significatives de la contrepartie, les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

Lorsqu'intervient la restructuration d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur, celle-ci est spécifiquement identifiée et donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance.

Les décotes constituées à la restructuration sont comptabilisées en déduction de l'actif. Elles sont reprises en résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables, les récupérations sur créances amorties et les constitutions de décotes calculées sur les créances restructurées sont regroupées dans la rubrique « coût du risque ».

L'étalement actuariel de la décote sur créances restructurées et la reprise des effets d'actualisation figurent au même titre que les intérêts dans le produit net bancaire.

1. C – Crédit bail, location avec option d'achat et location simple. — Il s'agit des immobilisations nettes d'amortissements et des loyers impayés nets des dépréciations.

La durée d'amortissement pratiquée sur les principales catégories de matériels financés est de 5 ans.

L'encours douteux des opérations de crédit bail, de location avec option d'achat et de location longue durée comprend les échéances impayées des dossiers présentant au moins un loyer impayé depuis plus de trois mois. Des délais de déclassement plus courts peuvent être retenus, notamment pour les créances rendues exigibles ou dépréciées.

Les encours douteux compromis qui constituent une sous-catégorie des encours douteux se composent des créances contentieuses et les loyers impayés des dossiers classés en douteux depuis plus d'un an.

Ces encours donnent lieu à la constitution de dépréciations qui correspondent à la différence entre la valeur brute de l'encours et la valeur actualisée au taux de rendement interne des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

1. D – Créances et dettes envers les établissements de crédit. — Les créances et dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur nature : créances et dettes à vue ou à terme. Les intérêts courus sur ces créances et ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les créances et les dettes rattachées.

1. E – Enregistrement des produits et des charges. — Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata *temporis*. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts (participation, engagement, frais de dossier). Les coûts marginaux de transaction que la Banque supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

1. F – Coût du risque. — La rubrique "Coût du risque" comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie et de crédit, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

1. G – Impôt sur les sociétés. — L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif. Lorsque la période sur laquelle les produits et les charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, LOISIRS FINANCE comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès lors qu'ils ont été votés. Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

2. – Notes sur le compte de résultat de l'exercice 2017

2. A – Intérêts produits et charges assimilés :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Établissements de crédit	803	-9 929	248	-10 883
Comptes à vue, prêts et emprunts	803	-9 929	248	-10 883
Clientèle	18 213		19 178	
Comptes à vue, prêts et comptes à terme	18 213		19 178	
Dettes subordonnées		-2		-10
Produits et charges d'intérêts	19 016	-9 931	19 426	-10 893

2. B – Produits et charges sur opérations de crédit-bail et assimilées :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Clientèle	3 333	-3 143	4 295	-4 107
Loyers et dotations aux amortissements sur opérations de crédit bail	3 163	-2 553	3 972	-2 888
Plus ou moins values réalisées sur cession	162	-580	282	-1 176
Autres opérations de crédit-bail	8	-10	41	-43
Produits et charges sur opérations de crédit-bail	3 333	-3 143	4 295	-4 107

2. C – Commissions nettes :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	392		523	
Opérations avec la clientèle	392		523	
Prestations de services financiers	136	-4	130	-7
Autres services financiers	136	-4	130	-7
Produits et charges de commissions	528	-4	653	-7

2. D – Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits et charges d'assurance	4 639		4 100	
Autres produits et charges (*)	2	-4 818	7	-3 504
Produits et charges d'exploitation bancaire	4 641	-4 818	4 107	-3 504

(*) Les autres charges d'exploitation sont principalement composées des quote-parts de la société en participation dues aux partenaires.

2. E – Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôts et Taxes	-239	-170
Autres charges générales d'exploitation	-566	-573
Charges générales d'exploitation	-805	-743

2. F – Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice	-1 393	-3 423
Créances irrécouvrables	-1 153	-1 221
Récupération sur créances amorties	46	29
Coût du risque	-2 500	-4 615

2. G – Impôt sur les bénéfices :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôts courants de l'exercice	-1 489	-513
Impôts différés de l'exercice	21	-1 078
Impôt sur les bénéfices	-1 468	-1 591

3. – Notes relatives au bilan au 31 décembre 2017

3. A – Créances et dettes envers les établissements de crédit :

En milliers d'Euros, au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Prêts et créances		
Comptes ordinaires débiteurs	24 857	2 249
Comptes et prêts	115 777	264 616
Prêts et créances sur les établissements de crédit	140 634	266 865
Dont créances rattachées	287	206

En milliers d'Euros, au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Dépôts et emprunts		
Comptes ordinaires créditeurs	2 209	1 870
Comptes et emprunts à terme	759 561	804 050
Dettes sur les établissements de crédit	761 770	805 920
Dont dettes rattachées	2 252	1 791

3. B – Opérations avec la clientèle :

En milliers d'Euros, au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Prêts et créances	682 228	593 634
Créances commerciales		
Comptes ordinaires débiteurs	1 083	
Crédits de trésorerie	536 596	480 610
Affacturage	144 549	113 024
Opérations avec la clientèle avant dépréciation - Actif	682 228	593 634
Dont créances rattachées	1 764	4 784
Dont créances éligibles au refinancement de la Banque de France		
Dont décotes sur crédits restructurés	419	-190
Dont créances douteuses*	19 792	15 354
Dont créances douteuses compromises (*)	16 483	10 866
Dépréciations relatives aux créances sur la clientèle	-17 904	-14 364
Opérations avec la clientèle nettes de dépréciation - Actif	664 324	579 270
(*) Il a été procédé sur l'exercice à un affinement des schémas de comptabilisation entraînant une augmentation des lignes « Crédits à clientèle » et « dépréciations relatives aux créances sur la clientèle » pour un montant de 4 460 milliers d'euros au 31/12/2017 avant modification sans impact sur le résultat de la période.		

3. C – Titres détenus :

En milliers d'Euros, au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Autres titres détenus à long terme	4	4
Participations et autres titres détenus à long terme	4	4
Dont titres non cotés	4	4

Ce poste correspond aux certificats d'association liés au Fonds de Garantie des Dépôts.

(En milliers d'euros)	Valeurs brutes				Provisions				Valeurs nettes			
	01/01/2017	Acquisitions	Remboursements et cessions	Transferts et autres variations	31/12/2017	01/01/2017	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2017	2017	2016
Participations et ATDLT	4				4						4	4
Autres titres détenus à long terme hors provisions	4				4						4	4
Immobilisations financières	4				4						4	4

3. D – Crédit bail et location avec option d'achat :

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2016	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2017
Valeurs brutes	12 596	4 624	4 869	12 351
Amortissements	-7 397	-2 553	3 687	-6 263
Valeurs nette comptable	5 199			6 088
Créances rattachées	1 760			1 777
Créances douteuses	409			348
Dépréciations relatives aux créances sur la clientèle	-1 092			-1 361
Opération de crédit-bail	6 276			6 852

3. E – Autres actifs et passifs :

En milliers d'Euros, au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Avances permanentes aux GIE	15	15
État, Impôts et taxes		631
Autres actifs divers	2 789	3 664

Autres actifs	2 804	4 310
État, Impôts et taxes	4 153	3 222
Autres passifs divers	2 624	3 405
Autres passifs	6 777	6 627

(*) La Loi de Finances 2018 prévoit l'abaissement du taux d'impôt sur les sociétés en France pour l'ensemble des sociétés pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019 jusqu'en 2022 pour arriver à un taux de 25 %. En conséquence les taux d'impôts différés ont été revus au 31/12/2017

3. F – Comptes de régularisation :

En milliers d'Euros, au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Charges constatées d'avance	1	21
Produits à recevoir	671	560
Autres comptes de régularisation débiteurs		
Comptes de régularisation - actif	672	581
Charges à payer	154	111
Produits constatés d'avance	4	5
Quote part à verser aux actionnaires	265	361
Autres comptes de régularisation créditeurs	565	547
Comptes de régularisation - passif	988	1 024

3. G – Dettes subordonnées :

En milliers d'Euros, au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Dettes subordonnées		4 001
Dettes subordonnées		4 001

Loisirs Finance avait souscrit un emprunt subordonné auprès de BNP Paribas Personal Finance le 15 mai 2007 pour 4 millions d'euros pour une durée de 10 ans. Comme stipulé dans le contrat, le remboursement de l'intégralité du prêt a été effectué à la date du 10ème anniversaire de la signature de la convention, soit en mai 2017.

4. – Engagements de financement et de garantie

4. A – Engagements de financement :

En milliers d'Euros, au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Établissement de crédit :		
Engagement en faveur des établissements de crédit	10 000	
Clientèle :		
Engagements en faveur de la clientèle	71 147	52 326
Engagements de financement donnés	81 147	52 326
Établissement de crédit :		
Engagements de financement reçus d'établissement de crédit	17 580	
Engagements de financement reçus	17 580	

4. B – Engagements de garantie :

En milliers d'Euros, au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Établissements de crédit	115	115
Engagements de garantie reçus	115	115

5. – Informations complémentaires

5. A – Tableau de passage des capitaux propres :

En milliers d'Euros au 31 décembre	Capital	Primes d'émission et autres primes	Résultat et réserves de la période	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2015	10 000		24 922	34 922
Résultat de l'exercice 2016			3 021	3 021
Capitaux propres au 31 décembre 2016	10 000		27 943	37 943
Résultat de l'exercice 2017			4 849	4 849

Capitaux propres au 31 décembre 2017	10 000	32 792	42 792
--------------------------------------	--------	--------	--------

Le capital social de LOISIRS FINANCE d'un montant de 10 000 milliers d'euros est composé de 625 000 actions entièrement libérées, d'un montant nominal de 16 euros.

Le montant des réserves est constitué de 1 000 milliers d'euros de réserve légale, de 26 943 milliers d'euros de report à nouveau créateur.

Le résultat de l'exercice 2017 est en cours d'affectation pour un montant de 4 849 488,05 euros contre un bénéfice de 3 020 912,60 euros pour l'exercice 2016.

5. B – Échéances des emplois et des ressources :

(En milliers d'Euros)	Opérations	Durée restant à courir					Dont Provisions	Total
	à vue au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans			
Emplois								
Créances sur les établissements de crédit	74 634	8 000	19 000	39 000				140 634
Opérations avec la clientèle et crédit-bail	5 596	201 076	50 228	204 334	209 942	-19 265		671 176
Ressources								
Dettes envers les établissements de crédit et Banques Centrales et CCP	4 461	219 243	122 573	386 493	29 000			761 770
Opérations avec la clientèle		2 963						2 963

5. C – Passage du résultat social au résultat financier. — Le passage du résultat social au résultat financier s'analyse comme suit :

En milliers d'Euros au 31 décembre	31 décembre 2017
Encours financier	7 200
Valeur nette comptable des immobilisations louées	-6 088
Écart entre créances rattachées et compte de régularisation financier	-475
Réserve latente brute au 31/12/2017	637
Réserve latente brute au 31/12/2016	486
Variation de la réserve brute qui se décompose :	151
Quote part de résultat financier de la SEP revenant aux co-associés	64
Quote part de résultat financier de la SEP revenant à Loisirs Finance	87
Résultat social brut de la SA après remontée du résultat de la SEP	6 317
Quote part de résultat financier de la SEP revenant à Loisirs Finance	87
IFRIC 21	
Bénéfice comptable Financier de la SA	6 404
Impôt différé sur le résultat financier	-22
Impôt social	-1 468
Résultat financier de la sa loisirs finance	4 914

5. D – Événement post clôture. — Aucun événement n'est à signaler.

5. E – Informations relatives aux entreprises liées et aux entreprises ayant un lien de participation :

En milliers d'Euros au 31 décembre	Entreprises liées
Hors bilan	
Engagements de financement reçus	
Engagements de caution reçus	115

Sont considérées comme entreprises liées, toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans les comptes consolidés de BNP Paribas.

5. F – Identification des sociétés consolidantes. — LOISIRS FINANCE est consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas Personal Finance (siège social : 1 boulevard Haussmann, 75009 Paris), elle-même consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS (siège social : 16 boulevard des Italiens, 75009 Paris) et mise en équivalence dans les comptes de TRIGANO (siège social : 100 rue Petit, 75019 Paris).

5. G – Rapport de gestion. — Le rapport de gestion est tenu à la disposition des actionnaires à l'adresse du siège administratif (143, rue Anatole France 92300 Levallois Perret).

IV. — Affectation au résultat

Résultat à répartir	
Résultat net	4 849 488,05 €
Report à nouveau créditeur disponible	26 942 879,47 €
Total affecté	31 792 367,52 €
Emplois	
Réserves légales	0,00 €
Dividendes	0,00 €
Report à nouveau	31 792 367,52 €
Total affecté	31 792 367,52 €

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

A l'assemblée générale de la société LOISIRS FINANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblée vos assemblées générales nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LOISIR FINANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion*Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Provisionnement des risques de crédit et de contrepartie

Votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (notes 1.B, 1.C, 1.F, 2.F, 3.B et 3.D de l'annexe aux comptes annuels). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, aux méthodologies de dépréciation et à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations individuelles et de portefeuille.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du directoire sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

– il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil de surveillance

Nous remettons un rapport au conseil de surveillance qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au Conseil de surveillance la déclaration prévue par l'article L.823-16 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil de surveillance des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 2 mai 2018.

Les Commissaires aux Comptes :

BM & A :
Pascal DE ROCQUIGNY ;

MAZARS :
Nicolas DE LUZE.